



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Lutte contre la sécheresse

Question au Gouvernement n° 68

Texte de la question

LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE

Mme la présidente. La parole est à Mme Anne-Cécile Violland.

Mme Anne-Cécile Violland. Monsieur le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,...

M. Pierre Cordier. Horizons parle à Horizons !

Mme Anne-Cécile Violland. ...plus de quatre-vingts départements sont actuellement placés en alerte sécheresse et concernés par des mesures de restriction des usages de l'eau. Comme bon nombre de départements français, mon territoire de Haute-Savoie, pourtant riche en eau, est passé lui aussi en alerte renforcée le vendredi 22 juillet.

Plusieurs associations nous alertent quotidiennement sur les pénuries d'eau, mais aussi sur la dégradation de nos milieux aquatiques. Des dizaines de réservoirs d'eau sont vides, l'eau courante est parfois coupée, et les allers-retours des camions-citernes sont désormais incessants. Nos cours d'eau subissent largement les conséquences de cette situation, ce qui dérègle profondément les écosystèmes présents.

Je salue l'important travail effectué depuis cinq ans par le Gouvernement. Les assises de l'eau qui se sont tenues en 2018 et 2019 ont notamment permis une meilleure réactivité et une meilleure harmonisation des politiques de restriction de l'eau. Ces mesures, exceptionnelles mais symptomatiques, ne sont cependant plus suffisantes face aux épisodes de sécheresse, plus fréquents, plus violents et plus précoces.

Le changement climatique modifie le cycle de l'eau, et nous en sommes aujourd'hui les témoins directs : quel plan d'action le ministère entend-il mener ces prochaines années afin d'anticiper et de mieux gérer nos ressources en eau à long terme ?

Il est temps de mener une réelle réflexion sur les moyens et les outils permettant de réduire nos consommations en eau de façon pérenne, et non plus uniquement en période de sécheresse. Comment pouvons-nous renforcer notre politique de prévention pour sensibiliser nos concitoyens aux gestes à adopter au quotidien ?

La politique de l'eau en matière de lutte contre la pollution ne doit pas se limiter à des mesures de surveillance et de réparation, mais doit prévoir l'instauration de mécanismes de prévention à long terme, fondés sur un changement radical de nos usages. L'État et les collectivités doivent être accompagnés sur les différents systèmes de récupération des eaux pluviales et des eaux grises. Monsieur le ministre, quelles actions entendez-vous mener pour lutter plus efficacement et plus durablement contre les épisodes de sécheresse et de pénurie d'eau ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe HOR.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

M. Christophe Béchu, *ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires.* À la minute où je vous parle, quatre-vingt-dix départements sont effectivement concernés par une alerte sécheresse : quatre-vingt-sept font l'objet d'au moins un arrêté de restriction, et trois sont en situation de vigilance.

Avant de vous préciser ce que nous allons faire, je souhaite revenir sur ce qui a été fait – et c'est pour moi l'occasion de saluer l'action de celle qui m'a précédé à la tête de ce ministère, Mme Barbara Pompili. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe RE.)

Pas moins de 100 millions d'euros ont été alloués aux agences de l'eau dans le cadre d'un plan de résilience qui, en lien avec les assises de l'eau de 2018-2019 et du Varenne de l'eau de 2021, s'interroge sur la manière de rendre nos territoires plus résilients.

La généralisation de la sécheresse menace évidemment les activités humaines, puisqu'elle oblige à prendre des mesures de restriction et donc à choisir entre les divers usages de l'eau, mais aussi la biodiversité. Lutter contre ce phénomène, nous adapter au changement climatique, c'est répondre à ces deux enjeux. Les décisions qui conviennent ont été prises : la première réside dans la préservation d'espaces agricoles et naturels, notamment grâce à l'objectif Zéro artificialisation nette (ZAN), car l'artificialisation des sols aggrave les difficultés. (*M. Jimmy Pahun applaudit.*)

M. Jocelyn Dessigny. C'est bien d'agir, mais vous n'avez pas consulté les collectivités !

M. Christophe Béchu, *ministre.* La deuxième consiste à nous appuyer sur les dispositifs de renaturation et de désimperméabilisation des sols pour, au cœur de nos territoires, favoriser l'écoulement des eaux et une gestion plus efficace de leur cycle. Sur ce point, je vous renvoie aux annonces faites il y a moins d'un mois par la Première ministre et portant sur 500 millions d'euros, dont j'aurai l'honneur de vous reparler lors de l'examen du projet de loi de finances (PLF) pour 2023. Plus largement, il nous faut, en synergie avec les collectivités territoriales, anticiper, harmoniser et... mon temps de parole est écoulé. (*Sourires et applaudissements sur plusieurs bancs des groupes RE, Dem et HOR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Anne-Cécile Violland](#)

Circonscription : Haute-Savoie (5^e circonscription) - Horizons et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 68

Rubrique : Eau et assainissement

Ministère interrogé : Transition écologique et cohésion des territoires

Ministère attributaire : Transition écologique et cohésion des territoires

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 juillet 2022

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 juillet 2022